

L'alliance violente des « ultras » et des black blocs

Depuis la loi travail, en 2016, les supporters radicaux sont de plus en plus nombreux à rejoindre le cortège de tête

ENQUÊTE

À première vue, la scène est classique. Le 28 novembre, lors de la manifestation parisienne contre la loi sur la « sécurité globale », des manifestants affrontent les forces de l'ordre, comme c'est devenu la règle à chaque manifestation depuis le mouvement contre la loi travail, en 2016. Ils font partie du cortège de tête et sont adeptes de la stratégie du black bloc, où des militants radicaux se réclamant de l'antifascisme, de l'anarchisme ou de l'autonomie revêtent une tenue entièrement noire, masques ou cagoules compris, afin de ne pas être identifiables.

Mais, si l'on s'attarde sur les détails, ce qu'il se passe ce jour-là semble incongru. La charge se fait derrière une banderole qui est bien particulière : elle représente un portrait de Diego Maradona, joueur de football argentin et idole d'une partie de la gauche, mort trois jours plus tôt.

Cette irruption du football dans une manifestation politique n'est pas anecdotique. Elle marque les liens forts qui unissent depuis plusieurs années, notamment à Paris, une partie des supporters radicaux des tribunes, les « ultras », et ceux du mouvement social. Les ultras – qui soutiennent de manière collective et organisée leur équipe avec des chants, des slogans et des scénographies, pour qui la violence est acceptée mais n'est pas une fin en soi, contrairement aux hooligans – étaient ainsi présents dans les cortèges contre la loi travail il y a un peu plus de quatre ans, pendant le mouvement des « gilets jaunes » en 2018-2019 et, donc, cette fois-ci contre la loi sur la « sécurité globale ».

Chants et fumigènes

Edouard (le prénom a été modifié), la petite trentaine, supporter du Paris-Saint-Germain (PSG) et qui manifeste dans le cortège de tête, confirme cette présence : « Il y a pas mal d'ultras qui viennent des tribunes. Cette fois-ci, c'est dans de plus fortes proportions : il y en avait trente à cinquante en première ligne aux dernières manifs. »

Plus encore que numériquement, l'influence ultra se note dans certains codes repris dans les cortèges : des chants rythmés par des clappings (comme le chant *Siamo tutti antifascisti*, « nous sommes tous antifascistes »), la généralisation des fumigènes (utilisés par les seuls cheminots dans les années 1990) et, surtout, le mot d'ordre « ACAB »,



Une bannière représentant un portrait de Diego Maradona, lors de la manifestation contre la loi « sécurité globale », le 28 novembre, à Paris. ÉRIC DESSONS/JDD/SIPA

Cet acronyme signifie « *All Cops Are Bastards* » (« Tous les flics sont des bâtards »). On peut également le retrouver dans sa déclinaison numérique (« 1312 », selon l'ordre des lettres dans l'alphabet), voire dans une version « horaire » avec, parfois, des rassemblements convoqués à 13h12. Il est peu à peu devenu un signe transversal de ralliement et de sentiment antipolice.

Au départ, ACAB est une chanson d'un groupe skinhead londonien, The 4-Skins, sortie au début des années 1980. La première fois que des ultras reprennent le sigle sur une banderole, c'est à Padoue, en Italie, dans les années 1990. Sa déclinaison numérique est quant à elle l'idée des supporters de Livourne. « Les ultras importent des codes, une nouvelle manière de faire. Ces codes sont repris car ils sont spectaculaires dans l'espace public, encore plus dans une manifestation, explique au Monde Sébastien Louis, docteur en histoire contemporaine,

« Les ultras importent des codes, une nouvelle manière de faire »

SÉBASTIEN LOUIS

docteur en histoire contemporaine, spécialiste du supportérisme radical

spécialiste du supportérisme radical. Chez les ultras, il y a une cohésion de groupe, où le collectif est mis en avant par rapport aux individualités. Il y a aussi des personnes prêtes à aller au contact, qui sont disposées à la violence. C'est quelque chose que les militants d'extrême gauche n'ont pas, à part dans les manifs. »

Olivier Laval, ancien ultra parisien, qui collabore à *Encre dans la tribune*, revue spécialisée sur ce thème, détaille : « Les ultras ont une aptitude à faire face aux forces de l'ordre. Aucun segment de la population n'est autant confronté au maintien de l'ordre qu'eux. Quand, toutes les semaines, tu vois des CRS ou des gendarmes mobiles, ils ne t'impressionnent plus. Ils savent se fondre dans la masse pour ne pas se faire repérer, leur mode opératoire est fait de petits groupes mobiles. »

Mélange des genres

Le sigle « ACAB » est, en tout cas, passé des tribunes aux cortèges. La multiplication des affaires de violences policières, aussi bien pendant les manifestations qu'en dehors, joue ainsi un rôle de ciment pour des contestations protéiformes qui dépassent les structures traditionnelles syndicales et partidaires. Les images d'affrontements avec les forces de l'ordre lors des manifestations peuvent également attirer des supporters au départ peu politisés, pour qui le réflexe « antiflic » reste une base de la culture ultra.

Ce mélange des genres n'est pas nouveau. Il est même consubstantiel aux ultras. Cette mou-

vance est née dans l'Italie de la fin des années 1960. Pour la première fois, des jeunes tifosi s'organisent au sein de groupes aux noms provocateurs comme les Fedayn (AS Roma) ou les Brigade rosone (brigades rouges et noires) du Milan AC. Certains d'entre eux reprennent même le geste mimant le pistolet P38, comme dans les cortèges de la gauche extraparlamentaire de l'époque. « Il s'agit davantage d'une source d'inspiration et d'une récupération des noms et des symboles que de l'expression immédiate d'une culture politique. Les ultras ne sont pas des courroies de transmission des organisations extraparlamentaires qu'ils parodient », nuance Sébastien Louis, dans son livre référence *Ultras, les autres protagonistes du football* (Mare et Martin, 2017).

En près de cinquante ans, les interactions entre ultras et contestation politique ont cependant évolué, voire ont changé de nature : en Europe, les idées d'extrême droite ont peu à peu gagné les esprits, en particulier en Italie (Vérone, Lazio Rome, entre autres) ou encore en Grèce. Au Moyen-Orient, les ultras ont joué un rôle important lors de la révolution égyptienne de 2011 contre le régime d'Hosni Moubarak. Ces supporters deviennent, ici ou là (Turquie, Tunisie...), des acteurs politiques évoluant hors des structures institutionnelles.

En France, dans la géographie des virages ultras, Paris est une exception. Pourquoi certains ultras viennent-ils aujourd'hui dans le cortège de tête ? La polarité entre les tribunes Auteuil du Parc des Princes (dont les abonnés sont souvent issus des quartiers populaires et ont, au fil du temps, assumé un discours antiraciste) et Boulogne (où de nombreux supporters, par le passé, étaient d'extrême droite) a joué il y a quelques années le rôle d'un catalyseur, d'un accélérateur de conscientisation politique.

Pour comprendre ce phénomène, il faut revenir aux années 2005-2010 et à la « guerre des tri-

bunes parisiennes ». Les ultras d'Auteuil prenant de plus en plus de poids, les incidents et les affrontements se multiplient et s'intensifient avec leurs rivaux de Boulogne, en particulier les hooligans. Jusqu'au 28 février 2010, où une bagarre entre les deux tribunes laisse un blessé grave, Yann Lorence, du kop de Boulogne. Il mourra après trois semaines de coma.

À la suite de ces événements, le président du PSG de l'époque, Robin Leproux, met en place son plan de sécurisation du stade, les ultras se retrouvant « à la rue ». Edouard se souvient : « L'antagonisme avec Boulogne a radicalisé une minorité à Auteuil. C'est comme ça que j'ai rencontré des militants, en allant trainer à Ménilmontant [quartier parisien où les antifascistes sont implantés]. »

Nouvelle génération

Sébastien Louis confirme : « Paris est un cas spécifique en raison de l'opposition entre les Tigris Mystic [groupe de la tribune Auteuil, aujourd'hui dissous] et Boulogne, de la violence qui a continué autour du stade [en 2010]. » Il poursuit : « C'est vrai qu'il y a des signes de politisation, comme la banderole à Auteuil dénonçant la politique extrêmement répressive de la Chine contre les Ouïgours [en 2019], mais il faut rester prudents. Certains ultras fréquentent des activistes de gauche, ils se nourrissent. Mais la porosité est limitée. Peu d'ultras sont militants et peu de militants sont ultras. » En clair : si des ultras participent à certaines manifestations, la grande majorité se tient

très éloignée de la politique. Certains préfèrent ainsi les actions caritatives, comme à Saint-Etienne où ils distribuent des colis alimentaires.

Il n'empêche. La situation des tribunes parisiennes a contribué à l'émergence d'une nouvelle génération de militants, dont l'Action antifasciste Paris-Banlieue (AFA) est la composante la plus connue. « Il y a eu une rupture générationnelle dans le mouvement antifasciste parisien, confirme Marco (le prénom a été changé), 33 ans, qui évolue dans ces milieux. Avant, c'était très influencé par le punk rock et les redskins [skinheads d'extrême gauche], la CNT [Confédération nationale du travail] était hégémonique. Le nouveau mouvement antifa naît avec une génération tournée vers le stade, notamment à Auteuil, qui est fortement implantée en banlieue et qui a plus une culture rap. Le lien se fait au moment de « la guerre des tribunes », où des gens du stade sont venus avec les antifa pour aller trouver les mecs de Boulogne. »

À en croire certains activistes du cortège de tête, il y a aujourd'hui une « agrégation » entre les militants « autonomes, des « gilets jaunes », des gens qui viennent du stade. Et les antifascistes font le lien. »

Il est vrai qu'une des particularités de l'AFA est d'être à la confluence de ces divers mouvements. Ses militants théorisent l'idée d'« autodéfense populaire », qui entend combattre, selon leur terminologie, « les aspects fascistes » du régime politique français, notamment, selon eux, les violences policières dans les quartiers populaires ou la « justice de classe ». Une répression qui s'exprime, toujours selon ces militants, d'abord dans les quartiers populaires mais aussi envers les supporters de football, avant de se généraliser à l'ensemble du mouvement social. En découle une convergence des objectifs contre un système qui s'incarne dans un adversaire commun : le policier. ■

ABEL MESTRE



DE CAUSE À EFFETS.

Le magazine de l'environnement

Chaque samedi
8H05-9H00
Aurélie Luneau

En partenariat avec Le Monde

franceculture.fr / #franceculture



L'esprit d'ouverture.